

Du 15 avril 2025

Procédure Adaptée : N° 2025 – 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet du marché :

Marché de maintenance et remise en état et d'entretien menuiseries du Siège social de l'URSSAF Midi-Pyrénées à Toulouse.

Organisme passant le marché :

Urssaf Midi-Pyrénées
166 Rue Pierre-et-Marie Curie
Labège
31061 TOULOUSE cedex 9

SIRET : 535 146 500 00017

SOMMAIRE

ARTICLE 1ER - DISPOSITIONS GENERALES - CHAMP D'APPLICATION	4
1.1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.2. OBJET DU MARCHE	4
1.3. FORME DU MARCHE - EXECUTION DU MARCHE	4
1.4. CLAUSES DE NON-EXCLUSIVITE	5
1.5. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.6. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	5
1.7. REPRESENTATION DE L'ACHETEUR	6
1.8. REPRESENTATION DU TITULAIRE	6
1.9. AUDITS ET EXPERTISES	6
1.10. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	8
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE, D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	8
4.1. DUREE DU MARCHE	8
4.2 DELAI D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	8
4.2. PROLONGATION DES DELAIS	8
ARTICLE 5 - PRIX DES PRESTATIONS	9
5.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX	9
5.2. OFFRES PROMOTIONNELLES	9
ARTICLE 6 – PRECISION SUR LES MODALITES DE REGLEMENT	9
6.1. GARANTIE FINANCIERE	9
6.2. AVANCE	9
6.3. CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	9
6.4. MODE DE REGLEMENT	10
ARTICLE 7 - PENALITES	10
ARTICLE 8 – DEVELOPPEMENT DURABLE	12
8.1. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	12
8.2. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE	12
ARTICLE 9 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIVES	12
ARTICLE 10 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	13
ARTICLE 11 – CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
11.1. DISPOSITIONS GENERALES	13
CONDITIONS DE LIVRAISON	13
11.2. STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS	13
ARTICLE 12 – VERIFICATIONS ET ADMISSION	14
12.1. OPERATIONS DE VERIFICATION	14
12.2. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	14
ARTICLE 13 – GARANTIE	14
1.1 GARANTIE	14
ARTICLE 14 – PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES A L'EGARD DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET A LA LIBRE CIRCULATION DE CES DONNEES (DIT « REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES »)	15
14.1. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
14.2. DESCRIPTION DU TRAITEMENT(S) DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
14.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR	16
14.4. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR VIS-A-VIS DU TITULAIRE	17
14.5. ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS	17
14.6. SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
14.7. DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	18
14.8. EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES	18
14.9. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18
14.10. SOUS-TRAITANCE	18
14.11. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL EN FIN DE MARCHE	18
14.12. DOCUMENTATION ET AUDIT	19
14.13. MANQUEMENT DU TITULAIRE	19
ARTICLE 15– ASSURANCES	19

ARTICLE 16 – CLAUSE DE REVERSIBILITE	19
ARTICLE 17 – RESILIATION	19
ARTICLE 18 – DIFFERENDS ET LITIGES	20
ARTICLE 19 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG	20

ARTICLE 1ER - DISPOSITIONS GENERALES - CHAMP D'APPLICATION

1.1. Parties contractantes

Les parties contractantes sont d'une part,

Urssaf Midi-Pyrénées
166 Rue Pierre-et-Marie Curie
Labège
31061 TOULOUSE cedex 9

Représentée par son directeur Monsieur Jean DOKHELAR, Directeur Régional de l'Urssaf Midi-Pyrénées

Et d'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée par l'expression « *le titulaire* ».

1.2. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent un marché de maintenance et remise en état et d'entretien menuiseries du Siège social de l'URSSAF Midi-Pyrénées à Toulouse.

Le présent C.C.A.P. a pour objet de fixer le cadre, la nature des prestations que le titulaire s'engage à fournir, leurs prix, leurs conditions de commande, de livraison, d'admission et de paiement et, d'une façon plus générale, l'ensemble des modalités afférentes à l'exécution des prestations ainsi définies.

Le titulaire du marché s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations relèvent d'un marché de services.

Lieu d'exécution :

SITE	ADRESSE
TOULOUSE Siège social et Annexe	166 et 127 rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE

1.3. Forme du marché - Exécution du marché

La présente consultation est un marché de fournitures/services passé en application des dispositions :

- De la procédure d'adaptée mentionnée dans les articles R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-6 du Code de la commande publique.
- De l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale pris en application de l'article L.124-4 du code de la sécurité sociale.

Le marché est un accord-cadre selon l'article L 2125-1 du Code de la commande publique.

Il est passé à bons de commande sans minimum et avec maximum selon les articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la commande publique.

Il est composé d'une partie forfaitaire appelé Décomposition du Prix Global et Forfaitaires (D.P.G.F) pour la révision des menuiseries. Il est un bon de commande pour la durée du marché.

Les prestations de remplacement et / ou d'approvisionnement de pièces feront l'objet de bons de commande spécifique au fil de l'eau sur la base du Bordereau des Prix unitaires (BPU).

Les bons de commandes seront signés et notifiés par le représentant de l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- Le nom et la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande,
- La nature des produits ou matériel,
- Les délais de livraison
- Les lieux de livraison,
- Le montant TTC et HT du bon de commande

En vertu de l'article R 2162-9 du Code de la commande publique, cet accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique.

1.4. Clauses de non-exclusivité

Le titulaire n'a pas l'exclusivité des commandes de l'Urssaf Midi-Pyrénées, dans les cas suivants :

- Prestations à commander auprès d'un fournisseur désigné par l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité sociale.
- Prestations destinées à une opération fonctionnellement indépendante faisant l'objet d'un marché séparé auquel il peut, au demeurant, concourir soit seul soit dans le cadre d'un groupement soit à titre de sous-traitant.

1.5. Décomposition en tranches et lots

Conformément à la nature de ce marché de fournitures/services, passé selon une procédure adaptée, aux articles L 2113-11 et R 2113-2 du Code de la commande publique, et afin ne pas rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations, ce marché constitue un lot unique.

1.6. Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions, observations, informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite :

- Soit par le biais du profil d'acheteur
- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par échanges dématérialisés
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester de manière certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social. A ce titre le titulaire doit préciser l'établissement qui exécutera la prestation et adresse, téléphone, et adresse mail.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

1.7. Représentation de l'acheteur

Par défaut, le correspondant de l'Urssaf Midi-Pyrénées est son Directeur.

A la mise en œuvre du marché, les correspondants de l'Urssaf Midi-Pyrénées sont **Carole FONSEGRIVES** ainsi que, pour le suivi quotidien des actions, les personnes listées ci-après :

- **Rémi BOUTINAYER** au 05 62 25 47 42 - remi.boutinayer@urssaf.fr

Seul le Directeur peut modifier cette liste par suppression, adjonction ou substitution.

1.8. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.9. Audits et expertises

L'Urssaf Midi-Pyrénées peut faire procéder à ses frais à tout audit ou expertise non invasive qu'il estime utile. Le titulaire est tenu de répondre aux questions de l'auditeur ou de l'expert sans pouvoir exiger un complément de rémunération pour le temps qu'il consacre à ces entretiens.

En outre l'Urssaf Midi-Pyrénées se réserve la possibilité de confier à une société spécialisée une mission d'assistance et de conseil pour le suivi de ce marché. Cette société est chargée d'assurer le contrôle de la qualité des prestations et la recherche de l'amélioration des méthodes de travail en relation avec le titulaire.

L'objet de l'audit est de contrôler la bonne exécution des obligations à la charge du titulaire

En cas de non-respect de ses obligations, le titulaire s'expose à des pénalités prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels chaque membre du groupement ou la personne affectée peut prétendre.

L'acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de constatations de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées dans cet article.

1.10. Groupement d'opérateurs économiques et sous-traitance

Les règles relatives aux groupements d'opérateurs économiques et sous-traitance sont fixées par les articles R 2142-19 à R 2142-24, R 2142-26 à R 2142-27 et R 2151-7, R 2191-32 à R 2191-35, R 2191-46 à R 2191-53 et R 2191-58 du Code de la commande publique.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant énumère en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire.

Le titulaire du marché, qui veut sous-traiter une partie des prestations, demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R 2193-9, R 2193-10, R 2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique et de l'article 3.6 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ci-après dénommé CCAG Fournitures et Services.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; en cas de contradiction entre elles, elles prévalent les unes contre les autres de façon décroissante en fonction de leur ordre d'énumération.

Pièces Particulières

Pièce n°1 : l'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes financières (A.E.) dont :

Pièce n°2 : le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.)

Pièce n°3 : la Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

Pièce n°4 : le présent Cahiers des Clauses Administratives particulières (C.C.A.P.)

Pièce n°5 : le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Pièce n°6 : le Cadre de Réponses Techniques (C.R.T.)

Pièce n°6 : le Bulletin de visite

Pièces Générales

Pièce n°8 : l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général.

Pièce n° 9 : l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG de fournitures et services).

Pièce n°10 : les règlements, décrets, arrêtés, normes et recommandations européens et français, et toutes autres normes reconnues équivalentes concernant l'objet du présent marché.

La présente liste des textes de référence n'est pas exhaustive, le titulaire, de par sa qualité de professionnel est seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable cours du présent marché.

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le titulaire lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès de l'acheteur.

ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITE — MESURES DE SECURITE

Le titulaire ou les collaborateurs du titulaire qui ont à se déplacer sur le site de l'Urssaf Midi-Pyrénées sont soumis aux mêmes obligations que le personnel. Ils sont notamment tenus au respect d'une charte de sécurité. Si un préposé du titulaire refuse de respecter cette charte de sécurité, il incombe au titulaire de le remplacer par un autre salarié de même compétence et expérience qui accepte ces obligations. Si le titulaire refuse d'appliquer cette charte de sécurité, le marché est immédiatement résilié à ses torts exclusifs.

Conformément à l'article 226-13 du Code pénal relatif au secret professionnel, le titulaire ne peut rien révéler des informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'Urssaf Midi-Pyrénées. En cas de violation du secret professionnel, le contrat serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire.

D'une façon plus générale, chacun des signataires s'engage à observer la plus grande discrétion sur toute information en provenance de l'autre partie, quelle qu'en soit la nature et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel et de ses sous-traitants éventuels non appelés à en avoir connaissance.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE, D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

4.1. Durée du marché

Les délais d'exécution des travaux sont laissés à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'Acte d'Engagement et dans le cadre de réponse technique sans toutefois dépasser le délai plafond de 6 mois.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la Notification du Marché

Un planning d'exécution prévisionnel sera présenté par le candidat dans son offre.

L'Urssaf Midi-Pyrénées se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique.

Aucun bon de commande ne pourra être émis après l'échéance de l'accord-cadre.

4.2 Délai d'exécution et de livraison

Les délais d'exécution des interventions sont, tels que le prévoit l'article 13 du CCAG Fournitures et Services, fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations de l'article 1.3 du présent CCAP et de l'article 4 de l'Acte d'Engagement.

4.2. Prolongation des délais

Une prolongation des délais peut être accordée sur décision de l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG Fournitures et Services.

ARTICLE 5 - PRIX DES PRESTATIONS

5.1. Caractéristiques des prix

Les fournitures ou prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires et dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire aux quantités réellement exécutées.

En vertu des articles 10.1.1 du CCAG Fournitures et services, les prix sont réputés fermes.

5.2. Offres promotionnelles

Sans objet.

ARTICLE 6 – PRECISION SUR LES MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Garantie financière

Aucune garantie financière ne sera appliquée.

6.2. Avance

Conformément aux articles R 2191-7 et R 2191-9 du Code de la commande publique, Le versement de l'avance est soumis à la constitution d'une garantie à première demande portant sur l'intégralité du remboursement de l'avance.

Le remboursement de l'avance se fera selon les dispositions des articles R 2191-11 à R 2191-12, R 2191-14 à R 2191-15 et R 2191-19 dudit Code.

L'option retenue pour ce marché est l'option A conformément à l'article 11 du CCAG Fournitures et Services.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

6.3. Contenu de la demande de paiement

Le titulaire présente pour la partie forfaitaire une facture mensuelle selon l'avancement des travaux validé par l'Urssaf Midi-Pyrénées.

Une facture pour chaque bon de commande de pièces sera réalisée.

Cette facture est accompagnée des pièces nécessaires au paiement notamment, bon de commande, engagement de caution en cas d'avance, etc.

Les retenues dont le titulaire est redevable sont déduites, par compensation, de la facturation la plus proche.

La demande de paiement doit comporter outre les mentions légales les indications suivantes :

- La raison sociale du titulaire
- La référence du marché
- Les dates (ou périodes) d'exécution des prestations
- La désignation et référence de chaque service effectué

- Le taux et le montant de la TVA
- La date de facturation

Les factures dématérialisées sont déposées sur le portail Chorus Pro Urssaf Midi-Pyrénées - SIRET 535 146 500 00017.

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. L'Urssaf Midi-Pyrénées pourra rejeter une facture qui ne serait pas transmise par ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique :

- * le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

En cas de sous-traitance,

- * la nature des prestations exécutées par le sous-traitant,
- * leur montant total hors taxes, leur montant TTC

Le cas échéant, les pénalités et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les autres dispositions relatives aux groupements d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G. Fournitures et Services.

En cas de litige sur une facture, son paiement peut être suspendu en totalité jusqu'à la solution du litige.

6.4. Mode de règlement

Les sommes dues au titulaire seront réglées par virement bancaire dans un délai maximum de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

ARTICLE 7 - PENALITES

➤ **Retard dans l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 14.1 du C.C.A.G. FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, et sous réserve des articles 13.3 et 21.5 du C.C.A.G. FCS, l'acheteur invite, par écrit, le titulaire à présenter des observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, ni à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent, et seront calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Lorsque le délai contractuel de livraison ou d'exécution est dépassé par le titulaire, celui-ci encourt une pénalité calculée au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{VXR}{300}$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie, rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours ouvrés de retard.

➤ **Retard sur le délai de constat :**

Une pénalité de 50 € par heure de retard par rapport à l'heure du rendez-vous fixée, sans mise en demeure préalable.

➤ **Retard dans le délai de présentation du devis suivant constat**

Une pénalité de 100 € par jour de retard à compter de la date de rendez-vous du constat, sans mise en demeure préalable.

➤ **Retard dans le délai de réalisation de travaux d'un bon de commande**

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux pour chacun des bons de commande, une pénalité de 50 € par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

➤ **Retard d'intervention pour dépannage**

Une pénalité de 50 € par heure de retard suite à la demande (téléphone ou mail) sans mise en demeure préalable.

➤ **Retard dans le délai de réintervention suite à défaut sur les travaux réalisés**

Une pénalité de 50 € par jour de retard suite à signalement du défaut sans mise en demeure préalable.

➤ **Non-respect des clauses relatives au développement durable**

Dans le cadre des clauses relatives au développement durable, et à la suite d'une mise en demeure restée infructueuse, le non-respect des stipulations de ces dites clauses, expose le titulaire à une pénalité dont le montant est fixé à 50€.

Sont également incluses dans ce montant les pénalités relatives à la non-présentation d'un justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, au sens de l'article 20.4 du C.C.A.G. FCS.

Si le titulaire, à l'issue des pénalités, ne se conforme pas aux stipulations prévues dans le contrat, l'Urssaf Midi-Pyrénées pourra rompre ledit contrat, sans indemnité, et aux torts exclusifs du titulaire du marché.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités pour retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

➤ **Autres pénalités :**

- Pénalités pour absence aux réunions de chantier : 100 € HT par absence sans mise en demeure préalable
- Non-respect du tri des déchets sur le chantier : 200 € HT par jour et par manquement sans mise en demeure préalable.
- Défaut de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux en fin de chantier : 100 € par jour, sans mise en demeure préalable.

- Défaut dans le nettoyage de chantier et/ou ses abords chaque jour : 100 € HT par jour, sans mise en demeure préalable.
- Non-fourniture de document du marché : 100 € HT par jour de retard et par document, sans mise en demeure préalable.
- Pénalités pour retard dans la levée de réserves suite à la réception des travaux : 100 € par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Si l'URSSAF MIDI PYRENEES doit résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, celui-ci lui verse spontanément une somme de cinq mille (5 000) euros à titre de dommages et intérêts dans les dix jours de la notification de la résiliation.

ARTICLE 8 – DEVELOPPEMENT DURABLE

8.1. Clause d'insertion sociale

Sans objet

8.2. Clause environnementale générale

Le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement. Il doit être en mesure d'en justifier le cas échéant, en cours d'exécution sur simple demande de l'Urssaf Midi-Pyrénées.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'Urssaf Midi-Pyrénées, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant.

Le titulaire devra tenir compte sur l'ensemble du cycle de vie des produits ou services acquis et selon la nature de l'achat :

- la réduction des prélèvements des ressources ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

ARTICLE 9 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIVES

L'acheteur peut prescrire par ordre de service, après consultation du titulaire, des prestations supplémentaires ou modificatives. Conformément à l'article 23 du C.C.A.G. FCS, qui fixe les conditions d'application de ces prestations, ces modifications ne doivent pas avoir pour effet de changer l'objet du marché ou de modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée lors de la mise en concurrence.

Dans le cas où le marché ne prévoit pas de prix pour ces prestations supplémentaires ou modificatives, des prix provisoires sont retenus par l'acheteur, après consultation du titulaire, pour le règlement de ces prestations. Ces prix deviennent définitifs à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'ordre de service qui les a notifiés, si aucune observation, accompagnée de toutes les justifications utiles, n'a été présentée par le titulaire pendant ce délai. Dans le cas où un désaccord surviendrait, l'acheteur règle de manière provisoire les sommes qu'il admet.

ARTICLE 10 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Le présent article s'applique tel qu'il est mentionné dans l'article 24 du C.C.A.G. FCS.

ARTICLE 11 – CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1. Dispositions générales

Les fournitures ou services devront être conformes aux stipulations du marché.

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à compter de la date de notification du bon de commande.

Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera franco de port dans les conditions de l'article 21 du CCAG Fournitures et Services.

Les livraisons devront être effectuées du lundi au vendredi sur les plages horaires suivantes :

9h00 - 12h00 et 14h00 - 16h00.

11.2 Conditions d'exécution

Les prestations auront lieu sur les sites suivants :

SITE	ADRESSE
TOULOUSE Siège social et Annexe	166 et 127 rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE

11.2. Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Le stockage, l'emballage, le transport et la gestion des déchets des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG Fournitures et Services.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues, et dans la mesure du possible, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés et limite la quantité de ces emballages en volume et en poids.

Concernant la gestion des déchets, leur valorisation ou leur élimination relève de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire doit être en mesure, sur demande de l'acheteur de produire tout justificatif de traçabilité de ce traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 12 – VERIFICATIONS ET ADMISSION

12.1. Opérations de vérification

Les vérifications qualitatives et quantitatives simples sont effectuées par un représentant de l'Urssaf Midi-Pyrénées au moment de la livraison (examen sommaire) conformément aux articles 27, 28 et 29 du CCAG Fournitures et Services.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG Fournitures et Services.

12.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet seront prononcés par le représentant de l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG Fournitures et Services.

En complément des dispositions de l'article 30 du CCAG Fournitures et Services, il est précisé que si l'acheteur constate que la qualité des fournitures n'est pas conforme, il notifie au titulaire sa décision de réfaction par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagné des motifs de sa décision et du pourcentage de réfaction appliqué.

Le titulaire dispose de 15 jours pour à compter de la réception de ce courrier pour faire connaître ses observations. La responsabilité du titulaire sera déchargée si l'acheteur accepte les observations.

ARTICLE 13 – GARANTIE

1.1 Garantie

Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché.

Délai de prise en compte de l'appel

Pour toute demande d'assistance technique, de correction d'anomalie ou de régression, le titulaire du marché s'engage à prendre en compte immédiatement la demande d'intervention.

Délai de réparation

Pour toute indisponibilité déclarée, demande de correction d'anomalie ou de régression le titulaire du marché s'engage à effectuer les réparations à la suite de la réception de l'appel téléphonique de l'acheteur ou à la réception du formulaire de demande d'intervention. Les délais de réparation de toute anomalie critique ou bloquante ne doivent pas dépasser le délai de 4h.

Le début du délai ne pouvant en tout état de cause intervenir qu'aux heures de la plage horaire de base. Etant entendu dans le CCAG Fournitures et Service, à l'article 27.2.1, que la période d'intervention s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

En cas d'anomalie ou régression bloquante, une solution provisoire de contournement sera proposée par le titulaire, la mise en place de cette solution provisoire de contournement ne vient pas en remplacement de la résolution de l'anomalie / régression initiale, et n'interrompt pas les délais d'intervention et de résolution qui s'appliquent à l'anomalie / régression initiale et continueront donc à courir.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'acheteur l'état technique corrigeant l'anomalie ou la régression dès sa disponibilité.

Le titulaire devra intervenir dans le cadre de la garantie technique dans un délai de 2 jours.

ARTICLE 14 – PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES A L'EGARD DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET A LA LIBRE CIRCULATION DE CES DONNEES (DIT « REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES »)

14.1. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent Marché, le titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur. A ce titre, les Parties déclarent que le titulaire agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4-8) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données applicable à compter du 25 mai 2018 et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après le « *règlement* » ou « *RGPD* ». De son côté, l'acheteur agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4-7) dudit règlement.

14.2. Description du traitement(s) des données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : **maintenance et remise en état et d'entretien menuiseries du Siège social de l'Urssaf Midi-Pyrénées.**

La nature des opérations réalisées sur les données est l'envoi de mail.

La ou les finalité(s) du traitement sont l'exploitation de la **maintenance et remise en état et d'entretien menuiseries du Siège social de l'Urssaf Midi-Pyrénées.**

.

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont les adresses mail des destinataires.

Les catégories de personnes concernées sont les correspondants en **charge de la maintenance et remise en état et d'entretien menuiseries du Siège social de l'Urssaf Midi-Pyrénées.**

La durée de conservation des données est la suivante : la durée du marché.

14.3. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Dans le cadre du présent Marché, le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'acheteur ou ne permettrait pas au Titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le titulaire devra en informer l'acheteur sans délai, et avant de procéder à tout traitement. Dans un tel cas, le titulaire s'engage à rencontrer l'acheteur aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard du marché et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le titulaire doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- Le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- A été conclu avec l'acheteur préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent marché reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le titulaire se porte fort envers l'acheteur du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent marché. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles au sens de l'article « confidentialité » et sont couvertes par les droits et obligations qui y sont stipulés. Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'acheteur et accepté formellement par cette dernière.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du Marché, le titulaire doit communiquer à l'acheteur l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer le titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.4. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à, en sa qualité de responsable du traitement :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article « *description du traitement(s) des données à caractère personnel* »
- Documenter par écrit les instructions concernant le traitement des données par le titulaire

14.5. Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire dans le cas où l'acheteur mène, pendant la durée du marché, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 dudit règlement.

Il apportera également assistance à l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

14.6. Sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur du marché, le titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'acheteur, notamment :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les parties identifieront, pendant toute la durée du Marché, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

14.7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

14.8. Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à informatiqueetlibertes.mipy@urssaf.fr.

14.9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

14.10. Sous-traitance

Toute opération de sous-traitance envisagée par le titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » du marché.

En outre, dans cette hypothèse, le titulaire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent article « *Protection des données à caractère personnel* ». Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

14.11. Données à caractère personnel en fin de Marché

Au terme du Marché, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

14.12. Documentation et audit

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

14.13. Manquement du Titulaire

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations visées à l'article 14.3 du présent marché, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'acheteur pourra décider de résilier le Marché aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 15– ASSURANCES

Le titulaire, en tant que responsable de la bonne exécution des prestations, déclare, dans les quinze jours suivant la notification du marché, avoir souscrit une assurance « *responsabilité civile professionnelle* », pour tous les dommages corporels, matériels ou immatériels causés à l'acheteur ou à des tiers.

Cette police d'assurance devra comporter une garantie suffisante pour être en mesure de couvrir tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation, objet du marché. Elle devra également mentionner outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant et l'étendue des garanties.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution du marché.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception postal, ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

En cours d'exécution du marché, il s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance nécessaire et à avertir immédiatement l'acheteur de toute difficulté qui pourrait survenir.

ARTICLE 16 – CLAUSE DE REVERSIBILITE

Sans objet.

ARTICLE 17 – RESILIATION

Conformément au chapitre 7 du CCAG Fournitures et Services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

ARTICLE 18 – DIFFERENDS ET LITIGES

Tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché et qui ne saurait être réglé par une procédure amiable ou par voie d'arbitrage tel qu'il est prévu par le livre IV du code de procédure civile, relève, conformément à la compétence territoriale prévue à l'article 43 du Code de procédure civile, du droit français et par conséquent de la compétence exclusive du Tribunal judiciaire de Toulouse.

ARTICLE 19 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG

Article CCAG	Article CCAP	Objet
Article 5	Article 3	Mesures de confidentialité
Article 11	Article 6	Précisions sur les modalités de règlement
Article 13	Article 4	Délai d'exécution
Article 14	Article 7	Pénalités
Article 30	Article 12	Réfaction
Article 46	Article 18	Différends entre les parties